

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/1738  
10 juillet 1950  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



Distr. double

Onzième session  
Point 34 de l'ordre du jour

26.

FONDS INTERNATIONAL DE SECOURS A L'ENFANCE  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport du Conseil d'administration

Table des matières

	Page
Introduction	2
Contributions	2
Allocations	4
Principes fondamentaux de l'assistance aux divers pays	6
Les genres d'aide fournie	8
Coordination avec d'autres organes des Nations Unies et organisations non gouvernementales	9
Procédure financière et statut actuel	11
Administration	13

Pièces jointes

- I. Contributions versées et promises à l'UNICEF à la date du 23 juin 1950
- II. Aide accordée par l'UNICEF par programme, pays et année
- III. Utilisation des ressources à la date du 30 juin 1950
- IV. Répartition des ressources disponibles à la date du 30 juin 1950.

Introduction.

1. Les travaux du Fonds sont entrés dans leur phase active en juin 1947, lorsque le Conseil d'administration a attribué ses premières allocations. Après trois ans d'activité, le Conseil présente ci-dessous le compte rendu sommaire de ses travaux.
2. C'est par une résolution adoptée à l'unanimité que l'Assemblée générale, à sa première session, a établi le Fonds, en tenant compte des dispositions de l'article 55 de la Charte. Le Fonds devait être utilisé pour porter secours aux enfants et aux adolescents des pays victimes d'agression et pour assurer l'hygiène de l'enfance en général.
3. A part certaines sommes qui restaient à l'UNRRA et que celle-ci lui a transmises, le Fonds est constitué au moyen de contributions volontaires de gouvernements et de sommes versées par des personnes privées à l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance. Les dépenses ont pour objet la fourniture de secours matériels, surtout sous forme d'approvisionnements, en vue de venir en aide à l'exécution de programmes nationaux de secours à l'enfance.
4. Les allocations se font sur la base des demandes et des plans d'opérations des gouvernements, après étude de ces demandes et de ces plans par le Conseil intergouvernemental de l'UNICEF en prenant pour critère la possibilité de satisfaire de manière pratique les besoins immédiats d'un grand nombre d'enfants et d'obtenir des résultats à longue portée. Les institutions spécialisées, notamment l'OMS et la FAO, ainsi que le Département des questions sociales de l'Organisation des Nations Unies fournissent les avis techniques nécessaires pour l'exécution des projets qui bénéficient de l'assistance du Fonds. La direction des opérations incombe aux gouvernements et à des organisations bénévoles compétentes des pays assistés, qui agissent, conformément à des termes convenus d'avance, en qualité de fidéicommissaires pour la distribution des approvisionnements de l'UNICEF.

Contributions.

5. Au cours de ses trois années et demie d'existence, le Fonds a reçu, de toutes sources, 148,6 millions de dollars (équivalent en dollars des Etats-Unis) à titre de contributions ou d'engagements. Cette somme se répartit comme suit: (pour les renseignements de détail, voir la pièce jointe N° 1).

Contributions et engagements de toutes sources en faveur de l'UNICEF

(en équivalent de millions de dollars des Etats-Unis)

	1947	1948	1949	1950 au 30 juin	Total	Pourcentage
Contributions des Gouvernements	38,8	29,6	29,3	7,2	104,9	70,5
Appel des N.U. en faveur de l'enfance et autres sources privées	0,5	10,8	0,1	0,5	11,9	8
Sommes transférées de l'UNRRA	<u>11,1</u>	<u>18,8</u>	<u>1,9</u>	—	<u>31,8</u>	<u>21,5</u>
	50,4	59,2	31,3	7,6	148,6	100

6. Quarante-trois gouvernements ont, certains à trois ou quatre reprises, contribué ou promis de contribuer à l'UNICEF; vingt-trois d'entre eux ont reçu l'aide de l'UNICEF.

7. La contribution du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à l'UNICEF s'est montée à 75 millions de dollars; ce gouvernement versant 72 dollars chaque fois que d'autres gouvernements versaient à eux tous 28 dollars. Les Etats-Unis ont récemment adopté une nouvelle loi, autorisant une nouvelle contribution de 15 millions de dollars à l'Organisation des Nations Unies, pour l'oeuvre internationale pour la protection de l'enfance.

8. Au cours des prochains mois, le Fonds recevra de nouvelles sommes provenant de campagnes pour l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance qui viennent d'avoir lieu au Canada et dans la République dominicaine, ainsi que de campagnes qui se déroulent actuellement en Australie, en Autriche, en Belgique, en Italie, en Yougoslavie, et enfin d'une campagne qui va s'ouvrir prochainement en Nouvelle-Zélande.

9. Les contributions à l'UNICEF sont acceptées dans la monnaie du pays contribuant et sont généralement destinées à être dépensées dans le pays même, pour l'acquisition de marchandises et de services produits sur place. En raison de l'ampleur et de la diversité de l'aide de l'UNICEF, cet organisme a été à même de tirer de ces contributions des moyens efficaces pour venir en aide aux programmes nationaux de secours à l'enfance. Bien que les ressources de l'UNICEF

soient évaluées en équivalent de dollars des Etats-Unis, il faut toujours noter qu'une partie de ces ressources consiste en lait écrémé, en huile de foie de poisson, en laine, en moyens d'assurer la formation technique par des cours collectifs, etc.

10. Le fait que l'UNICEF, principalement au moyen des campagnes de l'Appel des Nations Unies en faveur de l'enfance, accepte des contributions de source privée, a permis à des millions de personnes de nationalités très diverses de prendre personnellement part à l'activité de l'Organisation des Nations Unies.

11. Le financement de l'UNICEF montre, par expérience, que les gouvernements et les personnes privées sont prêts à verser leur contribution à l'oeuvre internationale en faveur de l'enfance, en dehors des sommes inscrites au budget de l'Organisation des Nations Unies et aux budgets ordinaires des institutions spécialisées; cela montre également que l'intérêt porté à cette activité s'élève au-dessus des divergences politiques.

#### Allocations.

12. Le Fonds a alloué au total 148,4 millions de dollars pour des approvisionnements et de l'assistance sous une autre forme à divers pays, ainsi que pour des frais indispensables tels les frais de transport et d'administration. Voici quel en est le détail :

	millions de dollars
a. Aide directe aux différents pays	
i) Approvisionnements, y compris le BCG	124,0
ii) Bourses, assistance technique et autres services	2,0
b. Cours internationaux de formation ouverts aux boursiers des pays recevant l'assistance	1,9
c. Transport des approvisionnements	13,3
d. Frais d'administration	<u>7,2</u>
	148,4

13. L'aide directe aux différents pays a été répartie comme suit par régions :

	Millions de dollars
Europe	87,1
Asie	22,4
Moyen-Orient	11,7
Amérique latine	4,3
Afrique du Nord	0,5

---

126.

14. Un objectif primordial fixé par le Conseil économique et social pour le Fonds, c'est que les mesures de secours prises par celui-ci doivent être développées "de façon à utiliser et à renforcer les programmes permanents d'hygiène et de protection de l'enfance établis par les pays qui reçoivent assistance." Les ressources initiales du Fonds étaient limitées à la fourniture d'un complément d'alimentation aux enfants et cela dans un nombre restreint de pays dévastés par la guerre. Les ressources augmentant et la reprise économique se faisant sentir, le Fonds commença peu à peu à augmenter le nombre des pays aidés et, par voie de conséquence, les genres de projets auxquels il apportait une aide (voir pièce jointe N° II). Cette modification dans l'activité du Fonds reçut l'approbation de la dernière session de l'Assemblée générale qui constata avec inquiétude "les grands besoins que l'expérience du Fonds a mis en évidence dans les pays insuffisamment développés", approuva la décision du Conseil d'administration du Fonds "de consacrer désormais une plus grande part des ressources du Fonds au développement des programmes hors d'Europe" et félicita le Fonds pour la grande tâche humanitaire "qu'il étend actuellement à l'Asie, à l'Amérique latine et à l'Afrique, en apportant une aide précieuse d'une valeur durable par ses programmes d'alimentation, d'assistance médicale et autres, à des millions de mères et d'enfants" (Résolution 318 (IV)).

Principes fondamentaux de l'assistance aux divers pays

15. Bien que l'assistance soit fournie sur la base des besoins, on n'interprète pas ces derniers comme étant les besoins globaux des enfants en général, mais plutôt comme ceux des besoins pour lesquels l'assistance internationale, sous forme de fournitures, est appropriée et utilisable de façon effective. Ceci entraîne: 1) un grave problème de protection de l'enfance, 2) l'établissement de plans d'effort national efficace pour résoudre le problème, 3) la nécessité de quelques fournitures importées comme partie intégrante du programme du pays.

16. En fait, l'administration des opérations, y compris, au point de vue technique, l'établissement des plans et la direction, est dans les mains des gouvernements des pays assistés ou des institutions désignées par ces gouvernements et cette administration reste à leur charge. Les fournitures du Fonds ne sont remises que sur la base de "plans d'opérations" établis par les gouvernements et approuvés ensuite par le Fonds, plans qui indiquent en détail la façon d'utiliser les fournitures comme partie d'un programme plus général de protection de l'enfance.

17. Le plan d'opérations exige toujours des dépenses considérables à défrayer sur les ressources locales (frais du personnel local, fournitures existant sur place, etc...) en plus de l'aide donnée par le Fonds. Jusqu'ici, on a fait état, pour un montant de 75 millions de dollars, de ressources supplémentaires locales qui sont consacrées à des projets de protection de l'enfance auxquels le Fonds apporte son aide. Ainsi, on établit un plan administratif et budgétaire à l'échelon national, provincial et local pour exécuter les programmes sans l'assistance du Fonds. Ce besoin de "contrepartie" intérieure garantit qu'une aide n'est pas nécessaire sauf là où le projet en question présente un intérêt vital sur le plan local; en fait, cela a souvent permis aux fonctionnaires du gouvernement et aux groupements nationaux les plus intéressés au programme de protection de l'enfance de s'assurer les crédits budgétaires et administratifs consentis par le gouvernement, crédits qui, autrement, n'auraient pas pu être disponibles. L'aide internationale voit ainsi doubler ou même plus que doubler sa valeur avant d'arriver à l'enfant.

18. Le Fonds s'est constamment guidé sur des objectifs fondamentaux dans lesquels les avantages à longue échéance ne sont pas moins importants que le secours immédiat. En plus de la valeur concrète évidente de l'alimentation, de l'habillement, du matériel médical et des fournitures médicales pour des millions d'enfants, ainsi que pour les femmes enceintes ou qui allaitent, l'assistance du Fonds est donnée de manière à renforcer les programmes de caractère permanent en faveur de la santé et du bien-être de l'enfant dans les différents pays.

19. A titre d'exemple des effets à long terme de l'assistance offerte par le Fonds, rappelons que les aliments fournis par le Fonds ont aidé à établir sur une base permanente des programmes d'alimentation supplémentaire par l'intermédiaire des écoles et d'autres institutions. Un autre exemple est que le Fonds a aidé à concentrer de plus en plus l'attention sur la valeur du bon lait, ce qui a poussé le Fonds à aider les pays à organiser la conservation ou la pasteurisation de leurs stocks de lait produit sur place, cela à l'avantage des enfants et des femmes enceintes ou qui allaitent. Dans bien des cas, les fournitures du Fonds, sous forme d'alimentation complémentaire d'huile de foie de poisson et de matières premières transformées en layettes ou en objets d'habillement, ont été un important facteur pour stimuler la fréquentation régulière des maternités, des centres médicaux, etc...

20. Dans la lutte contre les maladies, surtout les maladies infantiles, ou dans le développement des services de santé pour la mère et l'enfant, les programmes nationaux, aidés par les fournitures et l'équipement provenant du Fonds ainsi que les conseils techniques de l'OMS, ont en même temps assuré l'accroissement des moyens destinés à former un personnel local dont le besoin se faisait grandement sentir. La lutte en grand contre les insectes et les projets d'immunisation assistés par le Fonds ont fourni l'occasion d'un développement concomitant d'activités de service social rural et notamment l'éducation du public pour les soins à donner à l'enfant et l'hygiène générale. L'aide que le Fonds a apportée pour mettre en lumière les premières mesures nécessaires pour satisfaire les besoins des enfants ressort bien de l'exemple des campagnes de vaccination anti-tuberculeuse au BCG auxquelles le Fonds a contribué matériellement; ces campagnes ont réussi à soulever un vif intérêt pour des programmes plus étendus de lutte

contre la tuberculose auxquels le Fonds a contribué en fournissant des fournitures d'un autre genre.

Les genres d'aide fournie

21. L'aide fournie par le Fonds a pris les formes suivantes :

- a) Lait en poudre écrémé, matières grasses, huile de foie de poisson, et parfois de la viande, destinés à fournir un repas supplémentaire à des enfants dont le nombre a varié de 4 millions à 8 millions au cours des trois dernières années. En se basant sur ce qui a été jusqu'ici fourni par le Fonds, il apparaît que 2.500.000 enfants auront besoin de voir continuer cette aide pour une nouvelle période qui dépasserait la fin de 1950.
- b) Coton, laine et cuir pour la fabrication dans les pays bénéficiaires de vêtements, de couvertures, de layettes et de chaussures pour 6 millions d'enfants. La fabrication et la distribution sont à peu près terminées, mais le besoin de ces objets se fait encore sentir parmi différents groupes de réfugiés.
- c) Matériel de transport, équipement et matériels médicaux, ainsi qu'un certain personnel international pour la vaccination antituberculeuse au BCG, ceci étant une oeuvre commune de la Croix-Rouge danoise et de ses sociétés scandinaves associées. Jusqu'ici, l'examen médical a porté sur 17 millions d'enfants et 9 millions ont été vaccinés. L'entreprise commune doit continuer jusqu'à la fin de 1950 et d'autres pays s'adressent au Fonds pour se faire aider après cette date, en ce qui concerne l'équipement pour la vaccination au BCG et le diagnostic TB.
- d) Equipement importé pour la fabrication de lait en poudre et des usines de pasteurisation du lait en vue de desservir 4 millions d'enfants de façon continue à partir de 1951. D'autres pays demandent que leur soit fournie une aide de ce genre. Aide matérielle pour édifier des services d'hygiène et de bien-être de la mère et de l'enfant, grâce à l'équipement de centres de la mère et de l'enfant et d'alimentation infantine, grâce aussi à de l'équipement et à des services consultatifs internationaux pour la formation du personnel local nécessaire au fonctionnement de ces services. Pour ce genre d'assistance, le nombre des enfants que l'on atteint ne peut être évalué. Il semble que cela soit le moyen le plus efficace pour réduire la mortalité infantile et enfantine dans les pays insuffisamment développés et le Fonds reçoit de nombreuses demandes pour la continuation de l'aide sous cette forme.



- (f) Insecticides, pénicilline, vaccins, moyens de transport, pulvérisateurs, etc. pour la lutte contre les maladies contagieuses, atteignant de nombreux enfants. Il se manifeste un besoin continu pour une aide de ce genre en grandes quantités.

22. Au 31 mai 1950, l'UNICEF avait expédié environ 230.300 tonnes de denrées alimentaires et de matières premières qu'il s'était procurées dans 36 pays différents, y compris 157.600 tonnes de lait et de produits laitiers, 21.300 tonnes de matières grasses, 22.100 tonnes de viandes et poissons, l'équivalent de 6.500 tonnes d'huile de foie de poisson, 28.500 tonnes de céréales et légumineuses, 6.100 tonnes de cuirs et matières textiles; et, en outre, pour quelque 7.900.000 dollars de DDT, pénicilline, streptomycine, produits pharmaceutiques et chimiques divers, véhicules et autres fournitures et matériel destinés à faciliter l'exécution des programmes sanitaires nationaux en faveur de l'enfance.

23. Le plan d'opérations approuvé en ce qui concerne l'aide à donner par le Fonds en 1950 a accordé une place prépondérante aux fournitures destinées à l'hygiène de la mère et de l'enfant ainsi qu'à la lutte contre les principales maladies contagieuses provoquant la mortalité infantile; c'est dans ces deux domaines que l'on doit s'attendre à recevoir le plus grand nombre de demandes d'assistance à l'avenir, en particulier de la part des pays insuffisamment développés.

Coordination avec d'autres organes des Nations Unies et organisations non gouvernementales 1)

24. En fournissant l'approvisionnement et l'équipement nécessaires aux différents pays, l'UNICEF remplit un rôle qui vient compléter celui du Département des questions sociales de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, à savoir la fourniture de conseils techniques et de services professionnels aux gouvernements.

---

1) Pour un exposé plus détaillé, voir : "Collaboration entre l'UNICEF et le Département des Questions sociales de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations de bienfaisance s'occupant des enfants" (E/ICEF/151, publié en anglais seulement).

25. Le Fonds ne donne pas de conseils techniques. Lorsque les gouvernements ont besoin de conseils et de services techniques à l'occasion de programmes pour lesquels ils demandent des fournitures au Fonds, leurs demandes sont transmises à l'institution appropriée. De même, les demandes de gouvernements impliquant la fourniture d'approvisionnements destinés au programme d'aide à l'enfance sont envoyées à l'UNICEF, étant donné qu'aucune des autres institutions ne fournit d'aide importante de cette nature.

26. En outre, le Fonds exige d'avoir l'assurance que les plans établis par un pays pour l'utilisation de son assistance sont bien conçus du point de vue technique. L'UNICEF n'a pas de personnel spécialisé à cette fin, mais consulte l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées appropriées, ainsi que, le cas échéant, des organisations non gouvernementales et des experts individuels ayant une compétence reconnue, toutes les fois que des questions techniques sont posées.

27. Lorsque certains pays ont besoin de personnel international pour les aider à mettre en œuvre les plans approuvés, le nombre et la compétence de ces personnes font l'objet d'une décision prise conjointement par le Gouvernement, l'organisation internationale compétente et l'UNICEF. Lorsque l'organisation intéressée ne peut assumer les dépenses qu'entraîne le concours de ce personnel consultatif, l'UNICEF prend ces frais à sa charge et déduit d'autant le montant de l'allocation accordée par l'UNICEF aux pays en question.

28. En conséquence, le principe de la coopération entre l'UNICEF et les autres institutions des Nations Unies repose essentiellement sur la différence qui peut exister entre le type d'assistance que ces divers organismes fournissent aux gouvernements. L'UNICEF fournit les approvisionnements et l'équipement, et assure les frais entraînés par le personnel international et les bourses de perfectionnement indispensables qui ne peuvent être fournis par d'autres institutions; les autres institutions fournissent aux gouvernements et à l'UNICEF les conseils techniques nécessaires.

29. On a noté, au cours des derniers mois, un degré de coopération de plus en plus marqué entre l'UNICEF et les autres organes des Nations Unies à l'échelon national

ou régional, échelons auxquels les consultations préalables concernant des projets précis sont de nature à donner les meilleurs résultats. La coopération à cet échelon constitue le procédé administratif par lequel la coordination des programmes nationaux est réalisée et grâce auquel les gouvernements et l'UNICEF peuvent, le plus facilement, s'assurer que les projets soumis au Conseil d'administration de l'UNICEF aux fins d'assistance, sont techniquement satisfaisants.

#### Procédure financière et statut actuel

30. Le Conseil se réunit environ quatre fois par an et répartit les sommes qui ont été promises de façon ferme au Fonds depuis la dernière réunion du Conseil. Il conserve un montant réduit, s'élevant souvent à moins d'un million de dollars, pour faire face aux situations imprévues. La répartition des crédits constitue la phase décisive dans l'aide accordée à tel ou tel pays pour l'exécution de son programme et le Fonds s'engage par là à assumer une obligation ferme. Il reste cependant d'autres dispositions à prendre avant que l'aide parvienne aux enfants.

31. Un accord doit être conclu avec les gouvernements bénéficiaires portant sur les caractéristiques de l'équipement et des fournitures; l'approbation de l'OMS est notamment nécessaire dans le cas de projets intéressant la santé publique. A ce stade, les crédits sont "affectés à un programme"; l'étape suivante est la livraison. Des adjudications ont lieu, des contrats sont signés, les livraisons sont inspectées et l'expédition est organisée.

32. Entre l'allocation de fournitures normales telles que le lait en poudre et le moment où les enfants reçoivent ces fournitures, il se passe environ six mois. Ce délai peut être porté à douze mois dans le cas d'équipement sanitaire dont les caractéristiques techniques sont plus complexes et qui doit être souvent fabriqué sur commande.

33. Au 30 juin 1950, 148.400.000 dollars avaient été répartis sur un total de 148.600.000 dollars qui constituent les ressources du Fonds. Des accords sont intervenus en ce qui concerne les plans d'opérations et les listes de fournitures

représentant un montant de 133.500.000 dollars<sup>\*)</sup> (il s'agit des crédits "affectés à un programme"). Des contrats portant sur 121.100.000 dollars<sup>\*)</sup> étaient en cours de négociation ou avaient été conclus, et le montant des marchandises expédiées s'élevait à 107.700.000 dollars<sup>\*)</sup>. Sur les fonds répartis, 5.400.000 dollars ont été affectés aux réserves régionales, et le Conseil doit encore décider de la répartition par pays. Indépendamment du retard intervenu à l'heure actuelle dans l'affectation au programme d'une seule allocation, les chiffres ci-dessus fournissent une image normale des méthodes et des délais qu'implique le passage du stade de l'allocation à celui de l'aide internationale effective (voir les pièces jointes III et IV).

34. Les programmes d'alimentation des enfants sont maintenant dotés, en général, d'allocations initiales d'une année et peuvent être prolongés pour des périodes plus courtes. Un deuxième type d'aide est constitué par la fourniture d'équipement qui, ainsi qu'on l'a expliqué plus haut, est en général livré et installé dans un délai de 6 à 12 mois après l'allocation et est conservé par le pays bénéficiaire qui l'utilise longtemps encore. Une aide d'un troisième type, sous forme de choses fongibles autres que les denrées alimentaires, exige, pour être utilisée efficacement, d'être fournie pendant plus d'un exercice financier. C'est le cas, par exemple, de la pénicilline dont l'emploi a été approuvé pour la lutte contre le pian dans les programmes mis en oeuvre à Haïti, en Indonésie et en Thaïlande et qui doivent se poursuivre jusqu'en 1952. Dans de tels cas, le Conseil s'est trouvé dans une situation différente de celle à laquelle les gouvernements doivent faire face par suite de leurs méthodes budgétaires, car il tient ses ressources de contributions bénévoles; de ce fait, il a réservé le montant total des crédits nécessaires lors de l'approbation de l'aide destinée à un programme. En plus de la pénicilline utilisée contre le pian dont on vient de parler, les autres cas principaux de cette espèce sont constitués par les insecticides destinés à la lutte contre les insectes en Amérique centrale, qui

---

\* Y compris le fret et les services administratifs correspondants.

doit se poursuivre pendant l'année 1951, l'aide au Centre international de l'Enfance de Paris pour la période 1950-1952, ainsi qu'à un programme de formation de personnel chargé de l'hygiène de l'enfance dans l'Inde pour 1951-1956.

35. Les allocations actuelles permettent d'assurer des distributions d'aliments supplémentaires pour les enfants parmi les réfugiés de Palestine, en Italie méridionale, en Yougoslavie méridionale et en Grèce septentrionale jusqu'à la fin de 1950, ainsi que pour les programmes en Asie et en Amérique latine d'une durée d'une année s'étendant en 1951. Les allocations actuelles en matière d'équipement devront faire l'objet de livraisons à la fin de 1950 en Europe, et au début de 1951 en Asie et en Amérique latine, en raison des quantités plus grandes récemment attribuées.

36. En raison du caractère de l'aide actuellement demandée, le Conseil tend ainsi davantage à donner une affectation aux ressources du Fonds projet par projet plutôt qu'année par année. Il s'ensuit que les besoins non satisfaits ne portent pas, en règle générale, sur la prolongation des programmes en cours, mais représentent plutôt un besoin d'aide pour des projets nouveaux ou élargis et pour de nouvelles régions.

#### Administration

37. L'UNICEF fait partie de l'Organisation des Nations Unies. Un Conseil d'administration composé des représentants de vingt-six Etats établit la politique à suivre, conformément aux principes énoncés par le Conseil économique et social et par sa Commission des questions sociales.

38. Le Secrétariat du Fonds est placé sous la direction d'un Directeur exécutif désigné par le Secrétaire général. En juin 1950, un personnel international de 170 personnes était employé en mission, dans les bureaux régionaux et au siège. Le Fonds est représenté par une mission internationale réduite dans chacun des pays bénéficiaires, lorsque l'importance des opérations le justifie; dans d'autres, la représentation est assurée par une seule personne; et

dans d'autres encore, par exemple en Amérique centrale et dans une partie du Sud-est de l'Asie, une seule mission s'occupe de plusieurs pays. Les missions ont pour fonction d'assurer la liaison avec les gouvernements et de surveiller la distribution des fournitures de l'UNICEF.

39. Le principe directeur qui a inspiré l'action du Fonds a été de réduire les dépenses administratives au minimum compatible avec ses responsabilités. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, le Fonds a recours, dans toute la mesure du possible, à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour obtenir l'aide et les conseils techniques nécessaires aux différents pays. Les pays bénéficiant de l'aide de l'UNICEF sont administrativement et financièrement responsables de la gestion des programmes d'aide à l'enfance auxquels participe l'UNICEF, y compris, en plus de la "contre-partie" locale (voir paragraphe 17), l'emmagasiner, le transport et la distribution des fournitures et, en général, le paiement des indemnités de subsistance, des dépenses de bureau et des frais de voyage du personnel international de l'UNICEF, ainsi que la mise à la disposition de l'UNICEF d'un personnel local pour les missions envoyées par le Fonds.

40. Les responsabilités assumées par l'UNICEF en matière d'administration, sont devenues de plus en plus complexes du fait que ses travaux s'étendent à des pays situés dans des régions trop éloignées les unes des autres et que les types d'assistance fournie sont devenus plus divers. L'UNICEF doit actuellement assumer la responsabilité d'un approvisionnement sur une grande échelle et dans le monde entier, portant sur plus de 6.000 types différents de fournitures et d'équipement pour le paiement desquels il doit utiliser plus de 40 monnaies différentes. Le Fonds doit en même temps assurer le transport ininterrompu des approvisionnements à destination de plus de 50 pays et à un rythme de livraison qui permette l'exécution rationnelle des programmes nationaux. En outre, les programmes d'approvisionnement doivent être constamment modifiés pour permettre l'utilisation la plus efficace possible de toutes les catégories de fournitures offertes au Fonds par les gouvernements participants. Le changement intervenu dans la nature des responsabilités assumées par l'UNICEF a

entraîné une extension correspondante de la comptabilité des comptes d'approvisionnement, du contrôle financier, de la rédaction des rapports et du contrôle administratif général.

41. Malgré cette complexité, les dépenses administratives du Fonds depuis sa création jusqu'au 31 décembre 1949 ont été maintenues au taux minime de 4,32 % du total des sommes dépensées pour l'aide aux différents pays ou affectées à cette fin.

## FONDS INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES POUR LE SECOURS A L'ENFANCE

TABLEAU I

Contributions et engagements au 23 juin 1950  
(en équivalents des dollars des Etats-Unis - en milliers de dollars)

Pays	Contributions des Gouvernements					Part du FIIE dans les campagnes de l'Appel en faveur de l'enfance	Contributions totales des Gouvernements et de l'Appel en faveur de l'enfance
	1947	1948	1949	1950	TOTAL		
Afghanistan	-	-	-	-	-	1	1
Australie	3.224	3.933	2.732	-	9.889	1.856	11.745
Autriche	-	25	10	2	37	-	37
Belgique	-	5	31	-	36	131	187
Bolivie	-	-	-	-	-	1	1
Brésil	-	-	-	92	92	-	92
Bulgarie	-	-	6	-	6	-	6
Canada	5.000	200	977	546	6.723	1.403	9.126
Ceylan	-	-	-	-	-	10	10
Chili	-	-	-	-	-	12	12
Costa-Rica	-	-	10	-	10	-	10
Cuba	-	-	15	-	15	54	69
Tchécoslovaquie	600	400	100	-	1.100	311	1.411
Danemark	-	417	-	-	417	-	417
République Dominicaine	20	50	50	150	270	11	281
Equateur	-	-	-	4	4	13	17
Ethiopie	-	-	-	-	-	1	1
Finlande	-	37	26	24	87	13	100
France	489	-	583	500	1.572	125	1.697
Grèce	-	10	2	35	47	9	56
Guatemala	-	-	10	-	10	6	16
Haïti	-	-	-	4	4	-	4
Honduras	-	-	-	-	-	11	11
Hongrie	-	7	10	2	19	-	19
Islande	40	-	39	-	79	500	579
Inde	-	30	30	21	81	-	81
Indonésie	-	-	-	-	-	13	13
Iran	-	-	-	4	4	-	4
Israël	-	-	25	25	50	-	50
Italie	-	106	769	-	875	58	933
Libéria	-	-	-	-	-	1	1
Liechtenstein	-	-	-	-	-	3	3
Luxembourg	2	-	6	3	11	3	14
Malaisie	-	-	-	29	29	-	29
Monaco	-	-	-	-	-	3	3
Mozambique	-	-	-	-	-	73	73
Pays-Bas	-	3	3	-	6	27	33
Terre-Neuve	100	-	-	-	100	-	100
Nouvelle-Zélande	810	-	403	280	1.493	1.578	3.071
Nicaragua	-	-	-	-	-	4	4
Norvège	69	22	-	-	91	216	307
Pakistan	-	-	3	30	33	5	38
Panama	-	-	-	-	-	3	3
Pérou	-	-	-	-	-	4	4
Philippines	-	-	200	-	200	60	260
Pologne	50	200	783	-	1.033	-	1.033
Saint-Marin	-	-	-	-	-	1	1
Singapour	-	-	9	-	9	-	9
Suède	-	4	9	99	112	337	449
Suisse	468	907	767	204	2.346	173	2.519
Thaïlande	-	86	8	50	144	54	198
Turquie	-	-	-	17	17	-	17
Union Sud-Africaine	-	443	-	-	443	1.532	1.995
Royaume-Uni	-	403	-	-	403	1.456	1.859
Territoires coloniaux britanniques	-	-	-	-	-	130	130
Uruguay	-	1.000	-	-	1.000	-	1.000
Etats-Unis d'Amérique	27.957	21.327	20.962	4.754	75.000	765	75.765
Vénézuéla	-	-	100	-	100	17	117
Yougoslavie	-	11	578	304	893	60	953
	<u>38.829</u>	<u>29.626</u>	<u>29.256</u>	<u>7.176</u>	<u>104.889</u>	<u>11.104</u>	<u>115.993</u>
AUTRES CONTRIBUTIONS							
U.N.R.R.A.	11.000	18.747	1.998	-	31.845	-	31.845
Collecte alimentaire de secours des Etats-Unis	486	-	-	-	486	-	486
Autres contributions volontaires	<u>16</u>	<u>203</u>	<u>99</u>	<u>23</u>	<u>341</u>	<u>-</u>	<u>341</u>
	<u>50.431</u>	<u>48.576</u>	<u>31.353</u>	<u>7.201</u>	<u>137.561</u>	<u>11.104</u>	<u>148.665</u>



**OEUVRE D'ASSISTANCE DU FISE, PAR PROGRAMME, PAYS ET ANNEE**

(au 21 juin 1950)

TYPE DE PROGRAMME	CATEGORIES PRINCIPALES DE FOURNITURES	VALEUR DES FOURNITURES (Dollars)	PAYS ASSISTES		
			1948	1949	1950
1. Alimentation supplémentaire	Lait écrémé et lait entier en poudre, huile de foie de morue, margarine, saindoux, beurre, viande et poisson en boîte, cacao, sucre, fromage, céréales et riz, fruits secs et confitures	78.900.000	ASIE : Chine EUROPE : Albanie, Autriche, Bulgarie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine	ASIE : Chine, Inde, Japon, Indonésie, Pakistan, Philippines, Territoires britanniques EUROPE : Albanie, Allemagne, Autriche, Bulgarie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Equateur MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine	ASIE : Birmanie, Corée, Inde, Indonésie, Japon, Pakistan, Philippines, Territoires britanniques, Thaïlande EUROPE : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Grèce, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Bolivie, Brésil, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Honduras Britannique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Salvador MOYEN-ORIENT : Israël, réfugiés de Palestine
2. Vêtements et souliers pour enfants, layette, produits textiles pour les institutions et les hôpitaux pour enfants; couvertures pour les réfugiés	Coton, laine, cuirs et peaux, couvertures et sacs de couchage	7.600.000	EUROPE : Albanie, Autriche, Bulgarie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	ASIE : Japon EUROPE : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Equateur MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine	ASIE : Japon EUROPE : Allemagne, Autriche, Finlande, Grèce, Italie, Pologne, MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine
3. Programmes de lutte contre la tuberculose; vaccination par le BCG; matériel pour le diagnostic de la tuberculose; matériel pour la fabrication du vaccin BCG.	Vaccin BCG <sup>a)</sup> , tuberculine, seringues et aiguilles pour injections hypodermiques, unités radiologiques et pellicules radiographiques, laboratoires de diagnostic, véhicules, produits pharmaceutiques, produits chimiques et biologiques assortis, matériel de laboratoire	6.600.000	EUROPE : Finlande, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	ASIE : Ceylan, Chine, Inde, Pakistan EUROPE : Autriche, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie MOYEN-ORIENT : Israël, Liban, réfugiés de Palestine AFRIQUE DU NORD : Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie	ASIE : Birmanie, Ceylan, Chine, Inde, Pakistan, Philippines, Territoires britanniques, Thaïlande EUROPE : Autriche, Bulgarie, Finlande, Grèce, Italie, Malte, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay MOYEN-ORIENT : Israël, Liban, réfugiés de Palestine AFRIQUE DU NORD : Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie
4. Centres de démonstration pour l'utilisation de la streptomycine dans le traitement de la méningite tuberculeuse et de la tuberculose miliaire chez les enfants	Streptomycine	700.000		EUROPE : Allemagne, Bulgarie, Grèce, Finlande, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	EUROPE : Allemagne, Autriche, Finlande, Grèce, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie
5. Amélioration de la qualité du lait produit sur place et destiné aux enfants	Installations pour la fabrication du lait en poudre, appareils pour la pasteurisation, appareils de réfrigération, machines pour la mise en bouteilles, matériel de laboratoire, véhicules	4.100.000		EUROPE : Autriche, Finlande, France, Grèce, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	EUROPE : Malte
6. Services généraux de l'hygiène maternelle et infantile, matériel pour les centres de l'hygiène maternelle et infantile, formation de personnel recruté sur place aux professions de sage-femme, d'infirmières pour enfants, etc., matériel pour le traitement des enfants anormaux et nés avant terme	Balances et thermomètres, conveuseurs, unités radiologiques, pompes à air, trousseaux d'accouchement, instruments et machines de pédiatrie, de chirurgie et de thérapeutique, véhicules	6.100.000	EUROPE : Roumanie	ASIE : Ceylan, Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Territoires britanniques, Thaïlande EUROPE : Bulgarie, Finlande, France, Grèce, Pologne, Roumanie, Yougoslavie MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine	ASIE : Afghanistan, Birmanie, Ceylan, Chine, Corée, Inde, Indonésie, Pakistan, Philippines, Territoires britanniques, Thaïlande EUROPE : Autriche, Bulgarie, Finlande, Grèce, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Bolivie, Brésil, Chili, Equateur, Paraguay, Pérou, Uruguay MOYEN-ORIENT : Israël
7. Réduction du taux de la mortalité et de la morbidité chez les enfants du premier et du deuxième âge au moyen de campagnes de lutte contre les insectes et la paludisme, immunisation de l'enfance contre les maladies contagieuses	Insecticides (particulièrement DDT), pulvérisateurs, produits chimiques et pharmaceutiques, véhicules, laboratoires mobiles	4.100.000	MOYEN-ORIENT : Réfugiés de Palestine	ASIE : Inde, Pakistan, Thaïlande EUROPE : Bulgarie, Finlande, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie MOYEN-ORIENT : réfugiés de Palestine	ASIE : Corée, Inde, Pakistan, Thaïlande EUROPE : Bulgarie, Pologne, AMERIQUE LATINE : Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Honduras britannique, Nicaragua, Pérou, Salvador
8. Traitement des enfants et des mères, dans le cadre des campagnes nationales ou régionales ou des campagnes de démonstration, contre le pian, le bejel et la syphilis	Pénicilline, seringues, anti-gènes, matériel de laboratoire, appareils de réfrigération, véhicules, matériel pour laboratoires mobiles	3.000.000	EUROPE : Autriche, Hongrie, Italie, Pologne	EUROPE : Bulgarie, Finlande, Hongrie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie	ASIE : Indonésie, Thaïlande, EUROPE : Bulgarie, Finlande, Grèce, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie AMERIQUE LATINE : Haïti, République Dominicaine MOYEN-ORIENT : Irak, réfugiés de Palestine
<b>TOTAL<sup>b)</sup></b>		111.100.000			

a) L'aide internationale pour la campagne de vaccination au BCG est donnée par l'entremise d'une Oeuvre commune, avec la Croix Rouge danoise et les organisations scandinaves qui lui sont associées, qui ont fourni les équipes internationales de vaccination ainsi que du matériel.

b) Valeur des fournitures données par le FISE au 21 juin 1950 pour les programmes approuvés. Les débours relatifs au personnel international et aux bourses accordées aux nationaux des pays intéressés, se rapportant directement aux programmes bénéficiant de l'assistance du FISE, sont compris dans cette somme pour un total de 700.000 dollars. Une somme de 930.000 dollars, représentant la participation du FISE aux frais d'un programme de formation professionnelle dans l'Inde pour la formation de personnel de la santé publique en provenance de tous les pays de l'Asie, est comprise dans les programmes de l'hygiène maternelle et infantile. Un montant supplémentaire de 1.900.000 dollars a été alloué et utilisé pour les écoles et cours internationaux destinés au personnel des services de l'hygiène de l'enfance des pays bénéficiaires de l'assistance du FISE. A plusieurs reprises au cours des années de 1948 à 1950, les Gouvernements de la France, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni ont mis, dans leurs pays, des moyens à la disposition du FISE, et assuré la plus grande partie des frais occasionnés par ces cours de formation. Ceci porte la valeur totale, au 30 juin, des produits alimentaires donnés et des services prêtés pour la mise en oeuvre de ces programmes à 113.000.000 de dollars. Une somme supplémentaire de 14.900.000 dollars, allouée par le Conseil d'administration à certaines régions de l'Asie - y compris la Chine - et de l'Amérique latine, et des sommes de faible importance restant au crédit de quelques pays européens sont en cours d'utilisation pour certaines oeuvres déterminées d'assistance aux pays en cause.

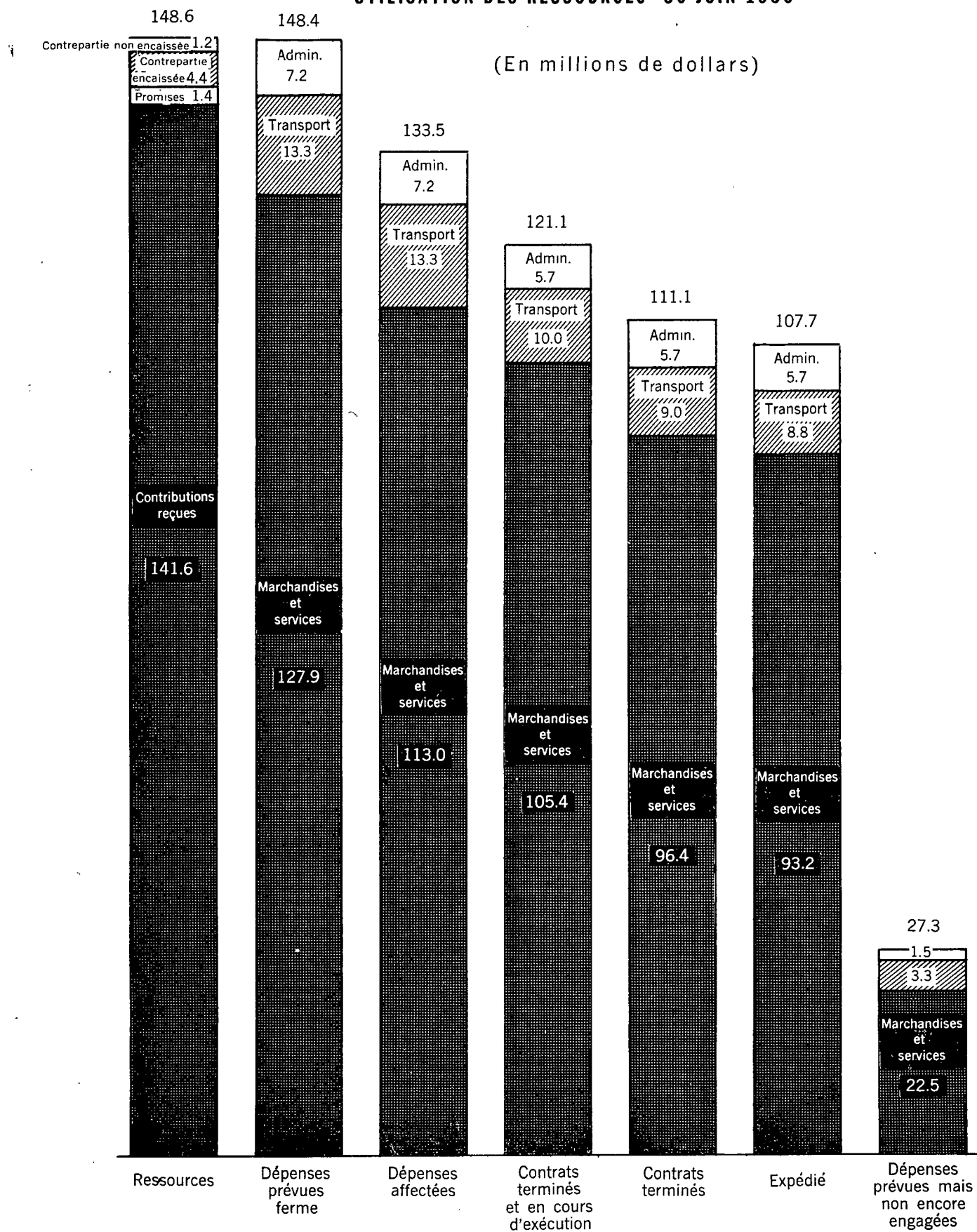
Pour les diverses dépenses de transport des fournitures jusqu'aux frontières des pays bénéficiaires, une somme de 13.300.000 dollars a été mise de côté. Les frais d'administration de toute l'activité de FISE, y compris celle du siège principal de New York, les bureaux régionaux d'Asie, d'Europe et d'Amérique Centrale, de même que le coût des missions internationales envoyées dans les pays bénéficiaires, à l'exclusion des dépenses en monnaies locales, ont été couverts grâce à une allocation de 7.200.000 dollars, pour la période s'étendant du début de 1947 à la fin de 1950. Par conséquent, le Conseil d'administration a alloué au total une somme de 148.400.000 dollars.

-----

# FONDS INTERNATIONAL DE SECOURS A L'ENFANCE DES NATIONS UNIES

## UTILISATION DES RESSOURCES - 30 JUIN 1950

(En millions de dollars)



# FONDS INTERNATIONAL DE SECOURS A L'ENFANCE DES NATIONS UNIES

## AFFECTATION AU 30 JUIN 1950 DES RESSOURCES DISPONIBLES

(En millions de dollars)

